

LES OLIGARQUES ET LE POUVOIR : LA REDISTRIBUTION DES CARTES

Natalie Nougayrède

L'expression « oligarques » est entrée dans le vocabulaire courant en Russie en 1996. Dans un entretien accordé au *Financial Times*, en novembre de cette année, le financier Boris Berezovski – alors « l'éminence grise » du Kremlin en raison de ses liens proches avec la famille Eltsine, donc détenteur de grands secrets – révélait qu'un groupe de sept banquiers avait assuré la réélection du chef de l'État. Il ajoutait, non sans forfanterie, que ces « sept » contrôlaient « la moitié de l'économie ». (...)

L'attitude de Poutine procède d'une volonté de rupture. « Son opinion sur les oligarques s'est forgée à cette époque », commente aujourd'hui le politicien libéral, Boris Nemtsov, qui figurait dans l'équipe de jeunes réformateurs de Boris Eltsine, « je n'ai compris que plus tard à quel point Poutine ressentait une forte défiance vis-à-vis de ces milieux d'affaires¹ ». Soucieux d'asseoir un pouvoir qu'il a reçu en héritage, au soir du 31 décembre 1999, lors de la démission surprise de Boris Eltsine, Vladimir Poutine s'est engagé à réduire le poids politique des grands patrons de l'économie. Il pressentait dès le début, comme le raconte aujourd'hui Boris Nemtsov, à quel point « les oligarques pouvaient représenter un danger pour lui ».

Le paradoxe est qu'après cinq années de présidence de Poutine, l'économie russe est, plus que jamais, dominée par un petit nombre d'immenses groupes « financiers et industriels » avec, à leur tête, des patrons disposant de capacités financières nettement supérieures, en volume cumulé, à celles du budget de l'État central. Cette situation a été exposée par un rapport de la Banque mondiale, rendu public en avril 2004². En dépit de la rhétorique officielle du Kremlin sur une réduction du poids des grands magnats – thème mis en avant par l'administration présidentielle afin de mobiliser l'opinion à la veille des législatives de décembre 2003 – les oligarques n'ont en réalité jamais cessé, pendant le premier mandat de Poutine, de consolider et d'étendre leurs empires.

¹ Entretien personnel avec Boris Nemtsov à Moscou, le 30 juin 2004.

² *Russia : Transition Meets Development. Country Economic Memorandum for the Russian Federation*, World Bank, avril 2004.

Selon la Banque mondiale, 23 groupes oligarchiques contrôlent plus d'un tiers de l'industrie russe. Ils emploient environ 11% de la population active. Leur poids est surtout écrasant dans le secteur pétrolier, qui représente, selon cette étude, 25% du produit intérieur brut de la Russie. « La politique de Poutine », estime Christof Ruehl, économiste en chef de la Banque mondiale à Moscou, « n'a pas eu pour but de réguler l'activité des oligarques, d'encadrer leur extension, mais de régner par des mesures discrétionnaires³ ». Au coeur de ce commentaire se trouve l'affaire loukos.

(.....)

Khodorkovski est toujours en prison. Son procès s'est ouvert en juin 2004. Le parquet russe l'a accusé d'évasion fiscale, d'escroquerie « à grande échelle », et de participation à un « groupe criminel ». Il risque dix ans de détention. L'un de ses anciens bras droits, Platon Lebedev, ainsi que le chef des services de sécurité de loukos, ont également été arrêtés. A Moscou et à Saint-Pétersbourg, des raids policiers et des perquisitions ont eu lieu dans différentes structures liées à loukos. La compagnie pétrolière a été frappée de lourdes amendes et d'importants arriérés d'impôts qui, début octobre 2004, menaçaient de la pousser à la faillite.

Mikhaïl Khodorkovski a été l'un des grands bénéficiaires, en 1995, des privatisations dites « prêts contre actions », grâce auxquelles de larges pans de l'industrie russe sont passés aux mains d'une poignée de banquiers prêts à financer, en échange, la campagne de réélection de Boris Eltsine. (...)

Vladimir Poutine a poursuivi plusieurs buts dans l'affaire loukos. Les milieux d'affaires russes, ainsi que les investisseurs étrangers, ont suivi avec appréhension ce feuilleton, devenu au fil des mois un symbole des nouveaux rapports que le président russe cherche à établir avec les oligarques. L'un de ces buts est éminemment politique, et s'inscrit dans la volonté de Vladimir Poutine de mettre en place une autorité centrale forte, une « verticale du pouvoir », seule garantie, à ses yeux, de l'ordre intérieur, et de la pérennité de la nouvelle équipe dirigeante. Cela a consisté à priver Mikhaïl Khodorkovski de tout moyen de peser, de façon autonome, sur le processus électoral en Russie.

Le patron de loukos s'était déclaré en 2003 partisan d'un « système parlementaire », parlant ainsi de limiter les prérogatives présidentielles. Il avait ouvertement placé « ses » hommes sur diverses listes électorales, en vue des législatives de décembre 2003. En annonçant son retrait des affaires pour 2007, il fit parler de lui comme d'un candidat potentiel à la présidentielle de 2008. Il se mit à financer plusieurs partis, des communistes aux « libéraux ». Il intervenait dans des colloques, notamment devant des auditoires aux États-Unis, pour formuler « sa » vision du développement d'une société civile en Russie. On

³ Entretien avec l'auteur, Moscou, avril 2004.

saluait en lui un oligarque « métamorphosé », pratiquant la transparence pour accroître la capitalisation de son groupe, investissant en Russie, et soucieux de donner son avis sur les grandes orientations du pays. Mikhaïl Khodorkovski mettait en place une fondation à l'américaine, « Russie ouverte », destinée à soutenir des projets médiatiques et éducatifs. Il avait, surtout, réussi à bloquer à la Douma la réforme du système de taxation des sociétés pétrolières. Il gênait en haut-lieu.

Un autre objectif de Vladimir Poutine a été de reprendre en main le secteur pétrolier, stratégique pour le développement du pays. Selon certains experts⁴, le but ultime serait la création, en partie sur les ruines de Ioukos, d'un géant étatique pétrolier et gazier, qui serait l'instrument central du Kremlin dans sa politique énergétique. Celle-ci vise à faire de la Russie, dans la décennie à venir, un acteur majeur de la scène pétrolière mondiale, dans l'idée de rivaliser un jour avec les pays du Golfe. La fusion, annoncée en septembre 2004, de Gazprom avec la société Rosneft, contrôlée par l'État, s'inscrit dans cette vision cherchant à doter la Russie d'une « grande société énergétique mondiale », selon le mot d'Alexei Miller, le patron du géant gazier russe.

Mikhaïl Khodorkovski, en se vantant de vouloir construire un oléoduc à capitaux privés vers la Chine – ce qui, disait-il, allait lui procurer des revenus d'environ « 150 milliards de dollars » – avait manifesté trop d'ambition, trop de volonté d'indépendance vis-à-vis du Kremlin.

(.....)

Au bout du compte, la stratégie de Poutine aura consisté non pas à éliminer les oligarques (dont les plus puissants sont d'anciens alliés du clan Eltsine, comme l'a relevé la Banque mondiale), puisque ceux-ci ont accru leur emprise sur l'économie ces quatre dernières années, mais à s'efforcer de les « coopter » pour mener à bien ses projets politiques et économiques, que ce soit par des incitations ou par la menace. Les récalcitrants ont été chassés du pays ou emprisonnés. Vladimir Poutine a entrepris, selon Boris Nemtsov, de mettre en place en Russie un « capitalisme d'État », qui viendrait remplacer l'oligarchie de la décennie écoulée. Le chef de l'État n'est pas à l'abri, selon ce jeune politicien libéral, d'un retour de bâton. « A l'approche des prochaines échéances électorales de 2007 et 2008, ceux, parmi les gens du « business », qui se seront sentis insultés ou réprimés par Poutine, chercheront à prendre leur revanche », estime M.Nemtsov. « Ils seront capables de verser beaucoup d'argent pour modifier la configuration politique dans le pays. Avec le contrôle étroit du Kremlin sur les télévisions, la marge de manœuvre, il est vrai, s'est rétrécie. Mais je

⁴ Notamment Chris Weafer, in « *Yukos, the Known Knows and the Unknown Unknowns* », Analyse, Alfa Bank, Moscou, 9 août 2004.

prévois que la confrontation avec Poutine, lorsqu'elle se produira, prendra une forme brutale⁵ ». (.....)

Ces ambitions nourries par Poutine ont cependant eu un coût. L'offensive contre les oligarques, qui au fil des mois a revêtu les traits d'une entreprise de démantèlement de loukos au profit d'un cercle de privilégiés, s'est soldée par une nouvelle défiance des investisseurs vis-à-vis de la Russie, et une reprise de la fuite des capitaux (entre 8 et 12 milliards de dollars en 2004, selon le ministre de l'Économie, Guerman Gref).

**Bonnes feuilles de « La Russie de Poutine », dossier coordonné par Marie Mendras,
Pouvoirs, 112, à paraître en janvier 2005.**

⁵ Entretien avec l'auteur, 30 juin 2004.